

# Ces gouvernants qui nous empoisonnent l'existence



***Epandage de plein champ***

Un document de travail de la Commission Européenne qui sera officiellement discuté au niveau des instances européennes à partir du 22 septembre 2023. Il propose de prolonger l'agrément du Glyphosate pour encore 10 ans. L'autorisation de la molécule était en sursis depuis l'an dernier. En décembre, elle arrive à son terme. Une occasion pour blackbouler cette substance toxique sur la santé humaine et les écosystèmes.

En 2017, la majorité qui s'était dégagée au Conseil européen ne reposait que sur 65,2% de la population de l'Union, pour une majorité fixée à 65%. La France avait voté contre. Depuis, Paris a fait volte-face. Marc Fesneau, ministre de l'agriculture, l'a dit le 12 septembre: *«Tout converge vers une nouvelle homologation»*. Son argument? *« On fait confiance à la science, aux études qui disent que le glyphosate ne pose pas de problème cancérigène»*.

Dans la droite ligne de ces ministres de l'agriculture tous corrompus, et qui ont naguère autorisé pendant des années le Chlordécone, sans se soucier des foisons de cancers de la prostate qu'il cultivaient dans les populations caribéennes. Assassins, va. Or la science dit justement la présomption de causalité entre glyphosate et cancer du sang.

Le Centre international de recherche sur le cancer, le CIRC, a classé la molécule comme cancérigène probable depuis 2015. Surtout, selon la toxicologue Laurence Huc, le glyphosate peut entraîner un tas d'autres pathologies. Sur notre équilibre intestinal, notre système endocrinien, les écosystèmes... Je vous en ai parlé à maintes reprises, dans les blogs locaux, à la télé ou à la radio réunionnaises.

Marc Fesneau s'appuie sur les conclusions de l'Efsa, l'Autorité européenne de sécurité des aliments. L'évaluation de cette agence repose principalement sur les études fournies par les industriels eux-mêmes (Monsanto à l'époque), et ignore la recherche scientifique indépendante. Des années que l'on évoque également la pourriture de cette agence européenne, infiltrée de lobbyistes de tous poils. La France, pays le plus peuplé après l'Allemagne, pourrait faire basculer la majorité européenne.

En dépit des résultats inquiétants fournis depuis des années par la recherche académique, y compris les agences nationales (Cf le papier du 28 juin 2018, publié par l'INRAE, dont je vous ai relaté le contenu à l'époque, passé inaperçu sous l'effet World Cup de Football) le gouvernement français s'apprête donc à tenir la même ligne que pour les néonicotinoïdes : soutenir les pesticides, vaille que vaille. Du glyphosate, t'en veux... ? L'Allemagne dira non: le

gouvernement de coalition a prévu d'interdire l'herbicide sur son sol, quelle que soit l'issue du processus européen.

Il y a 61 ans (1962), dans «*Silent Spring*», la biologiste Rachel Carson, première scientifique à alerter sur les effets désastreux des pesticides, première lanceuse d'alerte, écrivait: «*Les herbicides chimiques sont de jolis jouets tout neufs; leurs effets sont spectaculaires; ils donnent à qui les emploie l'étourdissante impression de régenter la nature ; quant à leurs conséquences lointaines, il est aisé d'en faire fi, comme si elles n'avaient de réalité que dans l'imagination des pessimistes. »*

Mais quand est-ce, bon sang de bonsoir, que vous allez vous révolter contre ces dénis? Sinon, allez-y, votez pour ces gens-là, et continuez de ne rien voir: vos agriculteurs vous remercieront.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>